



FRANCE-ALLEMAGNE

N'en jetez plus !

La question du gaspillage et des pertes alimentaires fait un tabac. Fusent de nombreuses initiatives et (futurs) bonnes idées, allant de l'application web pour connaître les produits proches de leurs dates limites de consommation dans le supermarché du coin (projet Zérogâchis) ou le site www.foodsharing.de mettant en contact donneurs et demandeurs. *Le Figaro* a même titré : « De l'électricité produite avec les restes de repas ». Louable intention, performance technique, organisation économique adaptée : la recette de l'ingénieur est parfaite. La méthanisation des déchets organiques permet la production d'électricité : ça, c'est de la valorisation. D'ailleurs la France est en retard sur l'Allemagne...

Les opérateurs de ces méthaniseurs se disent « précurseurs sur les déchets de l'industrie agro-alimentaire, des invendus des hypermarchés et de la restauration ». À la réflexion, la valorisation énergétique arrive assez loin dans les préconisations de la réglementation européenne sur les déchets (que les Pays-Bas ont adapté aux produits alimentaires), la première option restant toujours la prévention, puis le réemploi donc les usages alimentaires...

Prenons garde que la prévention du gaspillage ne soit accusée de tuer dans l'œuf une nouvelle filière considérée comme prometteuse : l'article commence par ce message « Ne culpabilisez plus lorsque vous ne finissez pas votre assiette au restaurant ! » Veut-il dire qu'il faut alimenter cette filière ? Pas de shadokisme : il ne s'agit pas de jeter directement son assiette au restaurant pour faire de l'électricité ! Mais cette ambiguïté n'est pas nouvelle. Les collectivités s'engagent aujourd'hui par contrat, et sous peine de pénalités, à fournir aux incinérateurs des quantités de déchets suffisantes afin qu'ils soient rentables, ce qui peut empêcher toute autre forme de meilleure valorisation des déchets par le tri sélectif et, notamment, pour le recyclage.

Source : *Le Figaro Économie*, 16 octobre 2012.
www.entreprises.ouest-france.fr/article/zero-gachis-veut-digerer

MONDE

Bio express

Le Courrier 61 contenait trois notes de lecture sur trois ouvrages portant sur le bio. Cela a provoqué quelques débats sur le Net. Le 4 septembre, la revue américaine *Annals of Internal Medicine* a publié un article intitulé « Les produits bio sont-ils plus sûrs ou meilleurs pour la santé que les produits issus de l'agriculture conventionnelle ? ». Les communiqués des agences de presse ont un peu rapidement résumé que les produits bio ne seraient pas meilleurs pour la santé.

En fait la conclusion de l'article est : « la littérature publiée manque de preuves solides pour affirmer que les aliments biologiques soient beaucoup plus nutritifs que les aliments conventionnels. La consommation d'aliments biologiques peut réduire l'exposition aux résidus de pesticides et aux bactéries résistantes aux antibiotiques ».

Sur ce dernier point, si les contaminations bactériennes sont équivalentes dans les deux cas, il y a significativement plus de chances de rencontrer des *Escherichia coli* résistantes à 3 antibiotiques ou plus dans le cas de l'élevage conventionnel (porc, poulet). Quelques constituants sont différents entre produits bio et non bio sans que l'on puisse en inférer de conclusion sur le plan de la santé. À noter que sur le plan clinique, il n'y a pas assez d'études pour conclure sur la santé des consommateurs.



Smith-Spangler C, Brandeau M.L., Hunter G.E. et al., 2012. Are organic foods safer or healthier than conventional alternatives? a systematic review. *Annals of Internal Medicine*, 157(5):348-366, voir : <http://annals.org/article.aspx?articleid=1355685>

PARIS, FRANCE

« Think Tank »

Dialoguer, communiquer ou enseigner, là est la question. Geneviève Fioraso a lancé les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche voulues par le Président de la République. Fondées sur la confiance, le dialogue et la transparence, elles permettront de faire émerger des propositions qui se traduiront, début 2013, par des mesures législatives, mais aussi réglementaires et contractuelles. Le processus a été lancé l'INRA. Deux synthèses ont été faites.

Voici un extrait du rapport de synthèse dit « long » :

« Renforcer les interfaces de dialogue et de débat avec la société

Le renforcement des liens avec les acteurs sociétaux (associations de citoyens, de consommateurs, de défense de l'environnement...) pourrait se concrétiser *via* leur participation au niveau des différents conseils. Suivant l'idée qu'« une science pour tous doit se construire avec tous », la mise en débat des politiques publiques en matière de recherche, de technologie et d'organisation de l'expertise, est proposée afin d'améliorer l'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques. Des suggestions ont été faites pour créer des « think tanks recherche-société » pérennes (aux échelons national, régional, voire même local) pour détecter des signaux éventuels de la société vis-à-vis de la recherche et être mieux à l'écoute du citoyen. En amont du dialogue avec la société, certains préconisent de mener une réflexion de fond au sein de la communauté scientifique sur la place de la science et de la recherche dans la société, ainsi que sur les pratiques scientifiques, en abordant des questions liées à l'innovation, l'expertise ou encore l'éthique. »

Cette proposition n'est plus évoquée dans la version courte. Voici ce qui été retenu :

« Science et Société

Le personnel de l'INRA regrette l'existence d'un hiatus entre science et société. Il est attribué à la fois à un manque de temps consacré dans la formation tant des enseignants que des jeunes à la notion même de démarche scientifique, à un déficit de culture scientifique chez les journalistes, et à un investissement insuffisant des chercheurs dans la communication et le dialogue avec la société. Pour nombre d'agents, il est temps d'apaiser la tension globale qui existe entre les chercheurs

et les destinataires finaux de leurs recherches. La présentation des débats scientifiques dans les médias, trop souvent polémique, crée un climat de défiance vis-à-vis des chercheurs, ce qui nuit à la bonne relation entre sciences et société.

Propositions :

La politique de communication doit être plus volontariste pour promouvoir auprès du grand public et dans les écoles de journalisme non seulement les résultats de la recherche, mais plus encore sa démarche. Des plans de formation, des projets scientifiques ou d'itinéraires de découverte sont autant d'exemples, cités dans les contributions, à même de développer des contacts entre organismes de recherche et enseignants. Ces derniers seraient plus en mesure de sensibiliser les enfants et les adolescents à l'attitude critique sous-jacente à l'esprit scientifique. Une mise en débat avec les

acteurs sociaux des politiques en matière de recherche, de technologie et d'expertise permettrait de conforter ou d'infléchir les priorités de recherche. La participation des citoyens au processus de recherche (démarches dites participatives) doit être favorisée. L'ensemble des agents doit pouvoir s'investir dans cette activité et bénéficier pour cela de formations dédiées au dialogue science-société, lui-même organisé dans des lieux d'interface privilégiée. Cette implication des agents dans ce dialogue nécessite reconnaissance et soutien par leurs institutions. »

Tank'on dialogue...

LAUSANNE-VINCENNES-MAARSLET (DANEMARK)

Courses de clone(s)

En juin 2012 le bureau de la Fédération équestre internationale (FEI, Lausanne) a redéfini sa position sur le clonage équin : « la FEI n'interdira pas la participation des clones ou de leurs descendants [eh oui] dans les compétitions (...) et continuera à effectuer une veille sur les recherches futures, particulièrement en ce qui concerne le bien-être animal ».

En matière d'élevage équestre, le clonage permettrait entre autres de réintégrer dans la sélection le patrimoine génétique des chevaux hongres dont les performances n'ont été connues qu'une fois stériles. Les courses relevant de la FEI et alignant des clones de cracks (ou des fils de clones de cracks) pourraient donc se multiplier. Le résultat des courses permettra de vérifier si les performances des clones d'un même individu valent les siennes. Dans le doute, la très sélect fédération mondiale des éleveurs de chevaux de course (World Breeding Federation for Sport Horses, WBFSH sise à Maarslet, Danemark) recommande que les clones éventuels soient regardés au *stud-book* comme de nouveaux individus à tester, donc d'ignorer les résultats de leur « parent » (cependant, la mention de l'origine génétique des chevaux restera). Ils n'ont donc pas forcément de cote supérieure chez les éleveurs. Par ailleurs, tous les *stud-books* de race n'acceptent pas les clones : or l'inscription est nécessaire dans de nombreuses compétitions.

En alignant des clones, les courses hippiques vont-elles converger avec les sports mécaniques ? Vendée Globe en 60 pieds, Tour de France à la voile, formule 3000, trophées Carrera GT3, etc., et maintenant course en monotype Idéal du Gazeau ? Les paris sont ouverts.

<http://www.fei.org/media/press-releases/fei-spring-bureau-meeting-update>



CHINE-MONDE

OGM : une victoire de l'agroécologie ?

Sous le titre « La culture de coton Bt favorise un service écosystémique, la régulation biologique », l'INRA a présenté en juin 2012 les résultats d'une étude de longue durée en collaboration avec des chercheurs chinois de l'Académie des Sciences Agronomiques de Beijing, sur la densité de ravageurs et de prédateurs naturels dans des champs de coton Bt et les champs voisins (maïs, arachide, soja). Sur la période d'étude qui démarre en 1990 et sur les 36 zones suivies en Chine, les agriculteurs ont abandonné les semences traditionnelles de coton et adopté, à 95%, des semences de coton transgénique produisant la toxine Bt qui détruit certains ravageurs de ces cultures. La réduction concomitante de l'utilisation d'insecticides chimiques a permis un développement des populations d'auxiliaires des cultures, ce qui est considéré comme un service écosystémique dont pourraient effectivement bénéficier les cultures avoisinantes.

Après l'émergence de résistances chez les ravageurs dans les zones de monoculture cotonnière en Inde, ou les problèmes de qualité du coton OGM au Burkina Faso, cette annonce environnementalement positive attire l'œil.

Le scientifique Nicolas Deneux précise : « Le paysage agricole chinois est très différent de celui des pays d'Amérique du Nord et d'Europe (pour lesquels, en effet, il est crucial de conserver une proportion de culture non-Bt pour éviter le développement de résistances dans les ravageurs ciblés).

En Chine, nous avons un très grand nombre de petits agriculteurs avec de très nombreux petits champs de cultures diverses. Ainsi, les champs de coton Bt sont « englobés » dans un paysage agricole où il y a de nombreuses autres cultures : soja, maïs, arachides, légumes divers, etc. Or, le ravageur ciblé par le Bt (*Helicoverpa armigera*) se développe aussi sur toutes ces cultures qui sont, elles, toutes non-transgéniques (non Bt). Ainsi, l'ensemble de ces cultures sert de zones refuges et empêche la sélection de résistances au Bt dans les populations d'*Helicoverpa armigera* (ces cultures jouent le rôle de « coton non Bt »).

L'organisation spatiale est donc déterminante pour un OGM à utiliser avec parcimonie ! Une composante clef de l'agroécologie ?

Yanhui Lu, Kongming Wu, Yuying Jiang, Yuyuan Guo, Nicolas Desneux, 2012. Widespread adoption of Bt cotton and insecticide decrease promotes biocontrol services. *Nature*, 487, 362-365, <http://www.nature.com/nature/journal/v487/n7407/abs/nature11153.html>



DIJON

Sevrage : douze ans sans herbicides

Pourquoi reparler dans ces brèves du résultat de l'expérimentation de l'INRA de Dijon qui montre qu'il est techniquement possible de cultiver blés, féveroles, *etc...* sans herbicide ? Alors que les journaux ont un peu relayé l'information ?

Parce qu'il faut aller lire précisément les tenants et aboutissants de cette expérimentation menée sur 12 ans et 10 parcelles de 2 hectares. Parce que la description de cette lutte contre les adventices, immémoriale, ébroue les neurones assoupis par des années de pratiques chimiques. C'est une ode à l'observation, l'intelligence et la ruse de l'agriculteur et de l'agronome. Parce qu'on peut s'interroger sur le sens des variétés (OGM ou pas) résistantes aux herbicides quand on peut trouver d'autres stratégies de lutte.

Mais aussi parce que cela implique des changements qui vont bien au-delà de la seule lutte contre le coquelicot ou le vulpin... En effet, une grande part de la stratégie passe par la diversification des productions et donc la mise en place à des échelles plus large du cadre économique et technique qui permet de les valoriser.

Source : Bilan de 10 ans d'essai de systèmes de culture en protection intégrée. La flore adventice est maîtrisable par les techniques alternatives aux herbicides, http://www.inra.fr/presse/10_ans_essais_epoisse
Voir aussi http://www.liberation.fr/sciences/2012/09/20/sans-herbicide-la-recolte-est-plus-belle_847703

ÉTATS-UNIS

« Enfoirés » des campagnes

Lorsqu'il s'agit de récolter des fonds, les Américains sont connus pour leur créativité. De nombreux événements de « *fundraising* » et « *crowdfunding*¹ » sont organisés par des fondations, ONG, *etc.* : il existe diverses formes de collecte. L'une des initiatives les plus connues fut le « Band Aid », groupe anglo-saxon créé en 1984 par l'Irlandais Bob Geldof et qui réalisa un disque dont le produit était consacré à la famine en Éthiopie. Le 13 juillet 1985 le « Live Aid » suivit : un ensemble de concerts simultanés diffusés mondialement.

Dans la foulée, en octobre 1985, de grands musiciens ont aussi donné de la voix pour la défense de l'agriculture. Willie Nelson, Neil Young, John Mellencamp et Dave Matthews ont fondé Farm Aid (<http://www.farmaid.org>) qui organise un grand concert annuel de sollicitation de dons depuis 27 ans !

À contrepied du modèle agro-industriel dominant, la vision de Farm Aid est « *Family farmers, good food, a better America* » (« l'agriculture familiale, une bonne alimentation et un pays meilleur »). Il soutient à la fois – tant qu'à faire – l'agriculture familiale, les circuits de proximité, l'agriculture biologique et la promotion des produits de qualité, ce qu'ils appellent « Good Food Movement ».

Ce mouvement déclare en outre s'inspirer des anciens fermiers et pionniers héroïques de l'histoire des États-Unis. Ses « *Farm Heroes* » ont monté de nombreux projets comme par exemple des systèmes coopératifs approvisionnant les cantines scolaires. À ce jour ils auraient collecté 40 millions de dollars et aidé 1800 exploitations.

Pour qui voudrait s'en inspirer, pragmatiquement des sites anglophones proposent des formations sur le « *fundraising* »².

1. Le *crowdfunding* désigne en général les modes de collecte de fonds reposant sur les dons de nombreuses personnes : souvent défiscalisés, ils sont parfois associés en retour à de « petites satisfactions » comme, par exemple, avoir son nom au générique d'un film, ou assister au tournage.

2. <http://foundationcenter.org/getstarted/learnabout/foundations.html>

Vous avez demandé *le Courrier* : la marche à suivre

Nous recevons beaucoup de demandes d'abonnement au *Courrier*, par lettre, téléphone, fax, par mél sur l'adresse lecourrier@paris.inra.fr, et par des voies détournées aussi, la recommandation d'un ami étant toujours possible. À tous nos lecteurs, actuels ou futurs, nous rappelons les éléments suivants :

- les coordonnées du *Courrier* figurent *in extenso* sur la quatrième de couverture de chaque numéro imprimé (adresse, mél, téléphone, fax) ;
- **l'abonnement au *Courrier* est gratuit** et vous pouvez l'obtenir sur simple demande. Nul besoin de nous supplier, ni de nous flatter : vous pouvez néanmoins motiver cette demande en nous indiquant vos centres d'intérêts personnels ou professionnels, vos responsabilités, associatives ou électives, voire vos tendances bucoliques (par exemple : chercheur, agriculteur et/ou écologiste ramasseur d'escargots, croqueur de pommes, etc.)¹ ;
- pour être abonné au *Courrier*, dont les exemplaires papier sont routés, **il faut nous indiquer votre adresse postale** impérativement, ainsi que, si possible, un numéro de téléphone et /ou un mél (en cas de non-distribution) ;
- avec cet abonnement vous vous engagez, tacitement mais résolument, à **nous signaler tout changement d'adresse**, de fonctions, d'emploi du temps, voire d'humeur qui vous empêcherai(en)t de recevoir ou de lire votre exemplaire du *Courrier*. Vous participerez ainsi à son économie de façon non négligeable. Vous pouvez aussi nous signaler les envois inutiles ou en double dont vous auriez connaissance, ainsi que les erreurs d'adressage, et nous vous en remercions.

**Ces conditions remplies,
vous serez dûment abonné.
Vous devrez alors attendre,
patiemment ou impatiemment,
votre irrégulomadaire
(ce sera encore le plus difficile).**

Pour ceux qui préféreraient
un formulaire à remplir,
la lettre-type pourrait
ressembler à ça : ►

Mon cher *Courrier*,

Je t'ai lu à la sauvette chez un ami.
Pourrais-je bénéficier d'un abonnement ?

Nom et prénom :

Voici les raisons de mon intérêt
pour *le Courrier* :

Adresse postale :

Tél. :

Mél :

Je m'engage à signaler tout changement
ou erreur d'adresse le plus tôt possible
pour recevoir mon irrégulomadaire.

1. Le fichier ainsi constitué n'est pas utilisé à d'autres fins que le routage du *Courrier*.